

[Text]

Green Shield actually supplies a price list. What the pharmacist actually gets back as an actual cost is their formulary price. I want to make that clear. I noticed in their presentation that they did not mention that—at least, not in the half we read any way; I do not know if they mentioned it afterwards. Green Shield and Blue Cross have predetermined price lists which are supplied to each and every pharmacy. That is what the cost comes back as. But these are, as Green Shield indicated, updated from source data, which is the buying of the actual pharmaceuticals in the marketplace.

Mr. Taciuk: These questions will resolve themselves once we get into the presentation.

Before anyone attempts to provide a solution to a treatment of any problem in society, one must identify the root cause of the problem. In other words, if you do not get to the root cause of the problem, the treatment must be worse than the condition we are facing.

The same thing applies in medicine. If you treat the symptom, the problem might get worse. We have to look at Bill S-15 and determine what is the root cause of the problem that has caused these price increases, or try to identify the problems. That is what we hope to do. Once the problem or the root cause has been identified, it is then much easier for the committee to come to a solution to the problem that will be a long-lasting solution instead of a short-term one.

We will also try briefly to outline the concerns on Bill S-15 that would apply with the Free Trade Agreement coming through. We have not had that much time to review Bill C-130, but we have reviewed certain sections of it and how it will apply to the industry and the consumer regarding pharmaceuticals. We will try to tie that in.

We will provide evidence and documents which should put into question the actual function of the review board and whether it will be able to protect the consumer from exorbitant price increases, as it is so structured.

The Right Honourable Pierre Elliott Trudeau, in his speech in the Senate on March 30, stated the following:

It was a struggle to establish the sovereignty of the people over all levels of government, and, by the proclamation of the Constitution Act, 1982, the battle for the peoples rights was won.

He further went on to state:

... the legal community was seeing to it that the Charter was having a real meaning, and the media was reporting the rights of the people over the rights of government—

The Charter provided me and my group with the right of freedom of speech, freedom of expression, freedom of association and freedom of the press. But it would appear that the only way that this right that is being granted to me is

[Traduction]

Green Shield fournit en fait une liste de prix. Ce que le pharmacien reçoit, c'est le prix inscrit sur leur formulaire. Je veux que ce soit clair. J'ai remarqué que dans leur exposé—du moins dans la moitié que j'ai lu, je ne sais pas s'ils l'ont dit par la suite—they ne le mentionnent pas. Green Shield et Blue Cross ont une liste de prix prédéterminée qu'ils fournissent à toutes les pharmacies. C'est le prix que nous utilisons. Mais ces prix, comme l'a indiqué Green Shield, sont mis à jour en fonction du prix de vente des produits pharmaceutiques sur le marché.

M. Taciuk: Nous réglerons ces problèmes dans notre exposé.

Avant d'essayer de régler un problème, il faut d'abord en déterminer la source. En d'autres termes, si vous n'allez pas la source du problème, vous risquez d'aggraver la situation.

Le même principe s'applique en médecine. Si vous traitez le symptôme, vous risquez d'aggraver le problème initial. Il faut examiner le projet de loi S-15 et essayer de déterminer la cause à l'origine de ces augmentations de prix ou, en d'autres termes, essayer de cerner le problème. C'est ce que nous voulons faire. Une fois que nous aurons déterminé le problème ou sa cause, il sera alors beaucoup plus facile au Comité d'en arriver à une solution à long terme plutôt qu'à court terme.

Nous allons également essayer d'exposer brièvement les préoccupations exprimées au sujet du projet de loi S-15, dans le contexte de l'adoption prochaine de l'Accord de libre-échange. Nous n'avons pas eu beaucoup le temps d'éplucher le projet de loi C-130, mais nous en avons quand même examiné certaines parties et avons pu nous faire une idée de la façon dont cette entente va s'appliquer à l'industrie des produits pharmaceutiques. Nous allons donc essayer d'en tenir compte aussi.

Nous allons donc présenter des témoignages et des documents qui remettent en question le rôle réel du Conseil d'examen et visent à déterminer si cet organisme sera ou non en mesure, de la façon dont il est structuré à l'heure actuelle, de protéger le consommateur contre d'éventuelles augmentations de prix exorbitantes.

L'honorable Pierre Elliott Trudeau, dans son allocution au Sénat, le 30 mars, a indiqué ceci:

C'était une lutte pour établir la souveraineté du peuple par rapport à tous les échelons gouvernementaux et la lutte pour faire reconnaître les droits des citoyens a été gagnée au moment de la proclamation de la Loi constitutionnelle de 1982.

Plus loin, il ajoute:

(...) mais les hommes de loi faisaient le nécessaire pour garantir que la Charte voulait vraiment dire quelque chose, les médias donnaient la priorité aux droits des citoyens par rapport aux droits du gouvernement (...)

La Charte nous assure, à moi et mon groupe, la liberté de parole, d'expression et d'association et garantit aussi la liberté de la presse. Il me semble cependant que la seule façon, pour nous, de pouvoir effectivement exercer ce droit, est de faire en